C'est ce qu'indique un projet de note conceptuelle, pas encore publié, du Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS), une organisation de plaidoyer. Cette information est basée sur le travail de l'organisation à travers son Groupe de travail sur l'égalité entre les sexes dans le conseil rural, qui vise à assurer que davantage de femmes peuvent travailler efficacement en tant qu'agents de vulgarisation afin de mieux servir les femmes agricultrices.

Les services de vulgarisation fournissent des informations, la formation, des conseils et un appui technique aux agriculteurs pour les aider à améliorer la productivité et les méthodes agricoles.

"Les femmes agricultrices représentent un gros pourcentage de la production agricole, en particulier en Afrique. Cependant, il y a seulement quelques agents féminins de vulgarisation dans le domaine", a déclaré la secrétaire exécutive du GFRAS, Kristin Davis.

"Les services de vulgarisation doivent tenir compte de la situation parfois particulière des femmes agricultrices en termes d'entretien de la famille et la propriété foncière".

Selon le résumé du projet de note, l'augmentation de la production alimentaire par les femmes agricultrices permettrait à son tour de réduire le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde de 12 à 17 pour cent. Par exemple, les calculs d'une productivité accrue obtenus du Malawi et du Ghana montrent qu'un accès égal aux intrants et services augmenterait les rendements de maïs seul de 17 pour cent.

Elle a indiqué à IPS que c'était regrettable que la plupart des services de vulgarisation travaillent principalement avec des hommes agriculteurs, puisque la plupart des politiques de développement ont implicitement supposé que les agriculteurs sont des hommes.

"Les services de conseils sont donc sérieusement obligés de surmonter ces préjugés", a ajouté Davis.

La majorité des agents de vulgarisation sont des hommes qui ne sont pas formés pour travailler avec les femmes agricultrices, selon les Services de conseils et de modernisation de la vulgarisation (MEAS), une initiative basée aux Etats-Unis, créée pour transformer et moderniser les systèmes de vulgarisation dans les pays en développement.

Cette organisation procède actuellement à une analyse de ce qui est nécessaire pour renforcer les systèmes nationaux de vulgarisation agricole dans 20 pays en développement, dont le Kenya, le Nigeria, le Malawi, le Mali, le Pérou, l'Ouganda, le Burkina Faso, l'Inde, l'Equateur, le Cambodge et le Myanmar.

"Les systèmes de vulgarisation dans les pays pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale doivent subir un changement important pour répondre efficacement aux besoins des petits agriculteurs, hommes et femmes", a déclaré Burton Swanson, l'ancien directeur du Projet MEAS et professeur émérite à l'Université de l'Illinois, aux Etats-Unis.

"Notre objectif est de transformer ces systèmes de vulgarisation afin qu'ils puissent jouer un rôle clé à la fois dans l'accroissement des revenus agricoles et dans l'amélioration des moyens de subsistance des pauvres des zones rurales, en particulier les agricultrices", a-t-il dit.

Selon le GFRAS, les femmes sont la clé de la production alimentaire mondiale et d'une vulgarisation efficace. En moyenne, les femmes représentent 43 pour cent de la main-d'oeuvre agricole dans les pays en développement, allant d'environ 20 pour cent en Amérique latine à presque 50 pour cent en Afrique subsaharienne.

Selon la présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, Jane Karuku, les questions touchant les femmes agricultrices comprennent le fait que les femmes figurent relativement peu en tant que décideuses et bénéficiaires dans l'agriculture de rente. Elle a ajouté que les méthodes de sensibilisation, telles que la formation sur le terrain, favorisaient les hommes par rapport aux femmes, même dans la façon dont elles ont été programmées et organisées.

Elle a déclaré qu'il y avait trop peu de femmes travaillant dans la plupart des systèmes publics

de vulgarisation.

"Les programmes de vulgarisation en Afrique sont confrontés à d'importants défis pour atteindre les petits fermiers, en particulier les femmes agricultrices", a ajouté Karuku.

Karuku parlait à IPS en prélude au Forum sur la révolution verte en Afrique, qui se tient à Arusha, en Tanzanie, du 26 au 28 septembre. Ce forum vise à développer des solutions africaines à la sécurité alimentaire et Karuku en est une oratrice principale.

Par Busani Bafana